

France - Guerres et terrorisme : sortir du déni

dimanche 29 novembre 2020, par [Collectif ni guerres ni état de guerre, Universitaires, écrivains, artistes, syndicalistes](#)
(Date de rédaction antérieure : 14 novembre 2020).

Le lien entre les interventions militaires occidentales et certains attentats n'est jamais interrogé, déplore un texte du Collectif Ni Guerre, Ni Etat de Guerre, signé notamment par Virginie Despentès, Adèle Haenel, Annie Ernaux, Jean-François Bayart et Alexis Jenni.

Sommaire

- [Débattre de façon démocratique](#)
- [Approximation indécente](#)
- [Causalités multiples](#)
- [Rendre visible ce que fait la](#)

« **Il ne fait pas bon** avancer quelques arguments posés au pays de la liberté d'expression. Celle-ci est brandie à cor et à cris par ceux-là mêmes qui, dans le même temps, stigmatisent, injurient, intimident et menacent quiconque tenterait d'éclairer sous un jour différent la situation terrible que nous traversons.

Cette situation, qui a vu se succéder plusieurs assassinats abjects faits pour nous épouvanter, est de fait épouvantable. Mais au-delà de l'épouvante, il ne faudrait rien dire : aux yeux de ces détracteurs, les attentats commis par des terroristes fanatiques ne mériteraient aucune autre explication que cette tautologie : ils sont commis par des terroristes fanatiques. Toute personne proposant des éléments d'analyse et de compréhension est aussitôt vouée aux gémonies sur les réseaux sociaux, par des commentateurs et dans certains journaux qui se repaissent des attentats pour achalander leur boutique raciste et fourbir leurs appels à la guerre comme au choc de civilisations.

Débattre de façon démocratique

C'est ce qui est arrivé ces jours-ci à Judith Bernard. Fondatrice du site d'entretiens « Hors-Série » et dramaturge, Judith Bernard est régulièrement invitée dans l'émission « 28 minutes » sur Arte pour prendre part au débat sur l'actualité. C'était le cas le 30 octobre dernier. Le présentateur de l'émission Renaud Dély y posait cette question : « Pourquoi la France est-elle à nouveau visée par les attentats ? »

Sans prétendre réduire l'explication des différentes attaques survenues, elle a répondu en mentionnant les guerres livrées par la France dans les mondes musulmans ; elle a rappelé que Daech était né dans le chaos social engendré par la guerre menée par les puissances occidentales en Irak. Elle a affirmé que ces guerres étaient contre-productives : en détruisant les structures et les institutions des pays qu'elles avaient frappés et en y faisant d'innombrables victimes, elles y avaient

suscité des vocations terroristes.

Aussitôt, elle a été calomniée, menacée, accusée de complicité de crime et d'apologie du terrorisme. Au risque de subir les mêmes avanies, nous lui donnons raison. Et nous souhaitons que cet enjeu crucial soit débattu de manière démocratique, fondée, raisonnée et argumentée. Nous aimerions que les personnes soucieuses de bonne foi et d'honnêteté intellectuelle y prêtent attention. Ce que produisent nos guerres

Les guerres menées par notre pays sont soit passées sous silence soit glorifiées. Les chefs d'État successifs qui en décident sans aucune validation démocratique aiment s'afficher en chefs de guerre. Sans aucune validation démocratique en effet, puisque c'est là le fait du prince, comme le veulent les institutions de la V^e République. Le Parlement, qui n'a déjà pas beaucoup de pouvoir en général, n'a qu'à se taire. Se taire : c'est l'essentiel de ce qui se passe sur ces guerres.

Il faut donc puiser dans les travaux de chercheuses, chercheurs en politique internationale et d'ONG pour avoir davantage de prise sur ces situations dont la démocratie est exclue tout comme le droit à l'information. Parmi bien d'autres, on citera ceux d'Arund Kundnani, Robert Pape, James K. Feldman, Alex Braithwaite, Marie Cold-Ravnkilde, Katja Jacobsen, Vron Ware, Marielle Debos, Mathias Delori et Christophe Wasinski. Par ailleurs, un réseau de chercheuses et de chercheurs appelé OCTAV (Observatoire contemporain du terrorisme, de l'antiterrorisme et des violences) a travaillé pendant trois ans sur le caractère relationnel et mimétique des violences « terroristes » et « anti-terroristes ».

Tous montrent non seulement bien sûr la violence inhérente à ces opérations militaires mais en outre leur absolue inefficacité quant aux finalités dont elles sont officiellement dotées lorsqu'elles se désignent comme « guerres antiterroristes ». Nombre de ces analyses avancent que le phénomène est celui du « pompier pyromane » : loin de combattre le terrorisme, il l'alimente en nourrissant le ressentiment.

Approximation indécente

Que sont ici les victimes civiles des frappes, bombardements et guerres faites par notre pays, seul ou dans le cadre de coalitions internationales ? À peine des chiffres, rarement avancés. Ce sont des morts abstraites, invisibles, ignorées. 1 600 civils dans la seule ville de Raqqa entre 2017 et 2019, 4 000 ou 6 000 civils à Mossoul. En juillet 2016, quelques jours de bombardements incessants sur Manbij ont tué plus de 400 personnes civiles, parmi lesquelles une centaine d'enfants.

« Une centaine » : cette approximation en soi nous paraît indécente. On aimerait leur donner un visage et un nom, à ces femmes, ces hommes et ces enfants. Mais elles et ils demeurent trop loin de nous, bien que l'État dans lequel nous vivons soit responsable de leur mort. D'aucuns avancent la notion de « terrorisme de l'air », si l'on admet que le mot « terrorisme » renvoie à la violence faite à des civils sans défense. Dans tous les cas, les observatoires internationaux, parmi lesquels Amnesty International, évoquent de manière très ferme et très claire des violations du droit humanitaire et des crimes de guerre.

De leur côté, les euphémismes des puissants ne mentionnent, du bout des lèvres et des communiqués, que des « dégâts collatéraux ». « Bavures », lit-on parfois dans les journaux, comme quand « le Figaro » accorde à la catastrophe des bombardements sur Manbij une brève de six lignes. Il faut chercher ailleurs ces images et les regarder bien en face : voir ce que font les avions de la coalition, voir ces mains d'enfants tués qui dépassent des décombres, voir l'ampleur de l'horreur.

Alors que la coalition avait largué des milliers de bombes sur la ville d'Hajin en Syrie, le colonel français François-Régis Legrier, engagé en Afghanistan puis en Irak, déclarait : « Nous avons détruit massivement les infrastructures et donné à la population une détestable image de ce que peut être une libération à l'occidentale, laissant derrière nous les germes d'une résurgence prochaine d'un nouvel adversaire. Nous n'avons en aucune façon gagné la guerre. »

Causalités multiples

Au-delà, on n'a pas suffisamment su, ici, les conséquences meurtrières qu'ont eues en Irak les guerres et l'embargo auxquels la France a pris sa part. Et là, les morts se comptent par centaines de milliers, parmi lesquels une majorité d'enfants. Dans la plus grande indifférence - ou avec la justification cynique de Madeleine Albright : « Nous le savons, mais cela valait la peine. »

Assurément, tous les attentats ne sauraient s'expliquer par ces ingérences militaires et guerrières. Chaque situation a sa singularité et trouve aussi ses raisons multiples dans la trajectoire biographique, sociale et psychologique des individus qui les perpètrent. Bien sûr, le terrorisme djihadiste a son propre agenda, des stratégies déterminées par des contextes précis, une histoire nourrie des causalités complexes propres à chacun des pays où il prend racine et à chacun des pays où il frappe : aucune explication n'est mécanique et il ne faut se satisfaire d'aucune interprétation univoque ou réductrice.

Mais il est essentiel de ne jamais s'interdire l'examen de ces causalités, dans toutes leurs composantes, tant il est certain qu'on ne peut lutter contre un phénomène qu'en analysant précisément tout ce qui l'a rendu possible et a favorisé son essor. On ne répétera jamais assez qu'expliquer n'est pas justifier, et que l'exercice de la lucidité et de la raison n'ont strictement rien de commun avec des inclinations légitimatrices.

Rendre visible ce que fait la France

En l'occurrence, il nous importe de souligner la nécessité de s'informer et rendre visible ce que la France et l'armée française font. En notre nom. Prendre conscience de la terreur imposée à ces populations bombardées par les coalitions, sous l'effet de doctrines nommées « Choc et effroi » et leurs déclinaisons. Exiger que l'État rende des comptes et qu'il fournisse l'élémentaire information sur ce qu'il y ordonne. Soutenir pleinement celles et ceux qui, comme Judith Bernard, défendent ces positions et appeler à ce que de telles paroles ne soient plus criminalisées comme elle le sont en toute indignité. Car nous redoutons que, comme par le passé, la conduite de ces guerres extérieures n'entraîne une réduction des libertés à l'intérieur.

Il n'y a pas de réponse unique et monolithique au désastre humain qu'engendrent les attentats. Si la liberté d'expression a un sens, ce devrait être de garantir au moins la possibilité d'en débattre dans des conditions dignes et éclairées. **Mais nous en avons la conviction : moins de guerres et plus de justice déboucheront assurément sur moins de terrorisme.**

Premières et premiers signataires

Alain Badiou (philosophe), Ludivine Bantigny (historienne), Jean-François Bayart (politiste), Mehdi Belhaj-Kacem (philosophe et écrivain), Miguel Benasayag (philosophe et psychanalyste), Omar

Benderra (économiste), Didier Bigo (sociologue), François Burgat (politologue, islamologue), Cécile Canut (linguiste), Manuel Cervera-Marzal (politiste), Yves Citton (philosophe), Alain Damasio (écrivain), Laurence De Cock (historienne), Christine Delphy (sociologue), Virginie Despentès (écrivaine), Emmanuel Dockès (juriste), Elsa Dorlin (philosophe), Francis Dupuis-Déri (politiste), Annie Ernaux (écrivaine), Jules Falquet (sociologue, féministe), Pascale Fautrier (essayiste), Bernard Friot (économiste), Bruno Gaccio (artiste), Patrice Garesio (enseignant, coprésident de l'association Survie), Isabelle Garo (philosophe), François Gèze (éditeur), Barbara Glowczewski (anthropologue directrice de recherche CNRS/Collège de France), Adèle Haenel (actrice), Éric Hazan (éditeur), Alexis Jenni (écrivain), Anasse Kazib (cheminot, militant Sud Rail), Razmig Keucheyan (sociologue), Michel Kokoreff (sociologue), Stathis Kouvelakis (philosophe), L'1consolable (rappeur), Mathilde Larrère (historienne), Yvan Le Bolloc'h (artiste), Hervé Le Corre (romancier), Jean-Yves Lesage (ouvrier d'imprimerie - CGT), Frédéric Lordon (économiste et philosophe), Bernard Lubat (artiste, musicien), Sandra Lucbert (écrivaine), Christian Mahieux (cheminot retraité, syndicaliste Solidaires), Gilles Martinet (géographe), Xavier Mathieu (comédien, ex-porte-parole CGT Conti), Gérard Mordillat (écrivain), Olivier Neveux (universitaire), Albert Ogien (sociologue), Ugo Palheta (sociologue), Serge Quadruppani (traducteur, écrivain), Floréal Romero (agriculteur et militant), Adeline Rosenstein (dramaturge), Elias Sanbar (écrivain), Todd Shepard (historien), Nikos Smyrniōs (universitaire), Alessandro Stella (historien), Pacôme Thiellement (écrivain), Enzo Traverso (historien), Albin Wagener (linguiste)

L'ensemble des signataires se trouve ici : <https://tribuneantiterrorisme.wordpress.com/>

Collectif Ni Guerre Ni Etat de Guerre

P.-S.

- L'Obs. Publié le 14 novembre 2020 à 12h00 Mis à jour le 21 novembre 2020 à 12h01 : <https://www.nouvelobs.com/idees/20201114.OBS36086/guerres-et-terrorisme-sortir-du-deni.html>